

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 601

4 mars 2015

### SOMMAIRE

A.C.I. City Country S.à r.l. ....	28808	Natural Resources Development Corp S.A. ....	28803
Association Des Cheminots de Luxem- bourg Cooperative Professionnelle à Lu- xembourg .....	28816	Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à r.l. ....	28809
Delta.Line.Lux S.A. ....	28833	Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à r.l. ....	28806
Echternach Classic A.s.b.l. ....	28831	«Nord Est Asset Management» .....	28804
Eufina S.A. ....	28802	Novacap Asset Management S.A. ....	28804
Fidelity International Real Estate Fund Company 22 .....	28816	N.W. Services .....	28802
Fidelity International Real Estate Fund Company 24 .....	28802	Opéra Finance International S.A. ....	28803
Fidelity International Real Estate Fund Company 25 .....	28802	OTMT Acquisition S.à r.l. ....	28804
Fidelity International Real Estate Fund Company 26 .....	28802	Partsana S.A. ....	28804
Fidelity International Real Estate Fund Company 27 .....	28816	PFCEE Soparfi A S.à r.l. ....	28804
Fidelity International Real Estate Fund Company 29 .....	28829	PFCEE Soparfi B S.à r.l. ....	28805
Food Delivery Holding 16 S.à.r.l. ....	28838	PFCE Poland III S.à r.l. ....	28803
Glécksstär a.s.b.l. ....	28813	PFCE Poland II S.à r.l. ....	28802
Hance Law Avocats S.à.r.l. ....	28817	PHDS S.à r.l. ....	28805
In Bonis Property & Estate Management Sàrl .....	28812	Piccoletto S.à.r.l. ....	28808
Kerafin Group S.A. ....	28826	PME Consulting S.à.r.l. ....	28805
Lux Magnet S.A. ....	28811	Remus S.à r.l. ....	28811
Maximilian Centre .....	28803	Riparia S.à r.l. ....	28805
Natural Resources Development Corp S.A. ....	28803	Rothschild S.A. ....	28808
		RVM S.à r.l. ....	28805
		Triangle Swiss Investments S.à r.l. ....	28811
		Zeeuw1 de Luxembourg .....	28829

**Eufina S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 68.478.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015752/9.

(150018895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**N.W. Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6235 Beidweiler, 7, Um Wangert.  
R.C.S. Luxembourg B 137.131.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016004/9.

(150018400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Fidelity International Real Estate Fund Company 25, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 153.620.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015776/10.

(150018385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Fidelity International Real Estate Fund Company 24, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 153.619.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015775/10.

(150018681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**PFCE Poland II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 194.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 95.701.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015016104/13.

(150018752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Natural Resources Development Corp S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 136.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016031/9.

(150018659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Natural Resources Development Corp S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 136.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016030/9.

(150018658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Maximilian Centre, Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 126.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Maximilian Centre S.A.*

Référence de publication: 2015015964/10.

(150018536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Opéra Finance International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 103.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016054/10.

(150018730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**PFCE Poland III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.262.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015016105/13.

(150018751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Partsana S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 91.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016085/9.

(150018906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Neam, «Nord Est Asset Management», Fonds Commun de Placement.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 69.705.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016018/10.

(150018754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Novacap Asset Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 124.965.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016021/10.

(150019134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**OTMT Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016056/10.

(150018244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**PFCEE Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 784.400,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.559.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central and Eastern Europe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015016107/13.

(150018281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**RVM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8250 Mamer, 5, rue Jean Marx.

R.C.S. Luxembourg B 172.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016161/9.

(150018451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**PHDS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2526 Luxembourg, 12, rue Schrobilgen.

R.C.S. Luxembourg B 175.112.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016112/10.

(150018877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**PME Consulting S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3316 Bergem, 11, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 48.052.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016118/10.

(150018972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Riparia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 126.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schuttrange, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016148/10.

(150018264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**PFCEE Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 614.400,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.560.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central and Eastern Europe au 31 décembre 2013 ont été déposés  
au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015016108/13.

(150018280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.795.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Neovara European Mezzanine Partners 2003-D, L.P, a company governed by the laws of Bermudas, having its registered office at 16, par la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudas and registered with the Bermuda register of companies under number 34910,

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal, on 10 December 2014.

Which proxy, after signature “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, declares being the sole shareholder (“Sole Shareholder”) of “Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à r.l.”, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number R.C.S Luxembourg B 99795 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated March 23, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on May 14, 2004, number 509, page 24423.

The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notary deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, dated March 24, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 20, 2011, number 1336, page 64125.

All the one hundred (100) shares of the Company with a par value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) are duly represented at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of the Company (the “Meeting”), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to enter the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of Quorum Investments S.à r.l. as liquidator of the Company and determination of its powers;
3. Discharge to the managers of the Company;
4. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

*First resolution*

In compliance with the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint as liquidator:

Quorum Investments S.à r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 52-54, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B58442, as Liquidator (the “liquidateur”) of the Company.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

*Third resolution*

The Sole Shareholder decides to grant discharge to the managers of the Company and release them from liability in respect of the execution of their mandate with regards to the period from January 1<sup>st</sup>, 2014 to December 17, 2014.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

#### Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the members of the office of the meeting signed together with us the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Neovara European Mezzanine Partners 2003-D, L.P., une société de droit des Bermudes, avec siège social au 16, la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudes et immatriculée auprès du Registre des Compagnies des Bermudes sous le numéro 34910,

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privée, en date du 10 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être l'associé unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à.r.l.», avec siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.500,- enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 99795 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 23 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 14 mai 2004 sous le numéro 509, page 24423.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 juin 2011 sous le numéro 1336, page 64125.

Toutes les cent (100) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) sont dûment représentées à l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société («l'Assemblée»), qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination de Quorum Investments S.à.r.l. en tant que liquidateurs de la société et détermination de ses pouvoirs;
3. Décharge aux gérants de la Société;
4. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

#### *Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associé Unique décide de dissoudre la Société.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur:

Quorum Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58442.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société, pour l'exécution de leur mandat pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 17 décembre 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62843. Reçu douze euros (12.- €).

*Le Receveur (signé): Irène Thill.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016014/130.

(150018613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Piccoletto S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3465 Dudelange, 46-48, rue de l'Étang.

R.C.S. Luxembourg B 62.856.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016113/9.

(150018230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Rothschild S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 53, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.618.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016159/10.

(150018576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**A.C.I. City Country S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour A.C.I. City Country S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015015459/11.

(150019049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---



**Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 100.709.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Neovara European Mezzanine Partners 2003-C, L.P, a company governed by the laws of Bermudas, having its registered office at 16, par la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudas and registered with the Bermuda register of companies under number 34909,

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal, on 10 December 2014.

Which proxy, after signature “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, declares being the sole shareholder (“Sole Shareholder”) of “Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à r.l.”, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number R.C.S Luxembourg B 100709 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated May 7, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on July 9, 2004, number 709, page 33986.

The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notary deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, dated March 24, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 20, 2011, number 1337, page 64143.

All the one hundred (100) shares of the Company with a par value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) are duly represented at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of the Company (the “Meeting”), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to enter the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of Quorum Investments S.à r.l. as liquidator of the Company and determination of its powers;
3. Discharge to the managers of the Company;
4. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

*First resolution*

In compliance with the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint as liquidator:

Quorum Investments S.à r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 52-54, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B58442, as Liquidator (the “liquidateur”) of the Company.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

*Third resolution*

The Sole Shareholder decides to grant discharge to the managers of the Company and release them from liability in respect of the execution of their mandate with regards to the period from January 1<sup>st</sup>, 2014 to December 17, 2014.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

#### Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the members of the office of the meeting signed together with us the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Neovara European Mezzanine Partners 2003-C, L.P., une société de droit des Bermudes, avec siège social au 16, la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudes et immatriculée auprès du Registre des Compagnies des Bermudes sous le numéro 34909,

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privée, en date du 10 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être l'associé unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à.r.l.», avec siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.500,- enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100709 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 7 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 9 juillet 2004 sous le numéro 709, page 33986.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 juin 2011 sous le numéro 1337, page 64143.

Toutes les cent (100) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) sont dûment représentées à l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société («l'Assemblée»), qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination de Quorum Investments S.à.r.l. en tant que liquidateurs de la société et détermination de ses pouvoirs;
3. Décharge aux gérants de la Société;
4. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

#### *Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associé Unique décide de dissoudre la Société.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur:

Quorum Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58442.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société, pour l'exécution de leur mandat pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 17 décembre 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62839. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016013/130.

(150018614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Lux Magnet S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 5, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 83.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015951/9.

(150018908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Remus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6238 Beidweiler, 11, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 145.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016144/9.

(150018958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Triangle Swiss Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 147.494.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015016246/13.

(150018262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**In Bonis Property & Estate Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 132.023.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

L'an deux mille quinze,

Le vingt janvier,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «IN BONIS PROPERTY & ESTATE Management SARL», ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 18 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2422 du 25 octobre 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B et le numéro 132.023, au capital social de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,00), représenté par cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune. La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 31 janvier 2013, publié Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 795 du 4 avril 2013, comprenant la nomination de Monsieur Jean NAVEAUX, administrateur de sociétés, demeurant à L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon, en tant que liquidateur de la société (ci-après le «liquidateur»).

L'assemblée est présidée par Madame Khadigea KLINGELE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Martine JEMMING, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Jean NAVEAUX, préqualifié.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les associés présents ou représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la dite liste de présence que toutes les parts sociales émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalables.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, conçu comme suit:

1. Modification de l'article 6 des statuts.
2. Rapport du commissaire à la liquidation.
3. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
4. Clôture de la liquidation.
5. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la liquidation.
6. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Faisant suite aux différentes cessions de parts sociales sous seing privé intervenues en date du 14 août 2009, du 1<sup>er</sup> septembre 2009, du 1<sup>er</sup> août 2011 et du 10 décembre 2012, l'article 6 des statuts doit être refondu.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,00), représenté par cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune».

*Deuxième résolution:*

L'assemblée générale décide d'approuver le rapport du commissaire à la liquidation en date du 30 décembre 2014.

*Troisième résolution:*

L'assemblée générale décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant au liquidateur qu'au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats.

*Quatrième résolution:*

L'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation de la société.

Tout passif ou actif de la société encore non exigible, non réalisé ou inconnu, à la date de la présente assemblée, sera pris en charge par le(s) associé(s) de la société, réparti le cas échéant au prorata de leurs participations dans la société.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide que les livres et documents de la société resteront déposés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: K. KLINGELE, M. JEMMING, J. NAVEAUX, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 22 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015876/72.

(150018502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Glücksstär a.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-3836 Schiffingen, 19, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg F 10.266.

—  
STATUTEN

**Zwischen den Unterzeichneten.**

- Jacoby-Bausch Danielle,
- Jacoby Roland und
- Cambiotti-Schlesser Diana

als Gründungsmitglieder und jenen Personen, welche zu einem späteren Zeitpunkt Mitglieder werden, wird nachfolgend beschriebene Vereinigung gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 21 April 1928 sowie jener vom 22. Febr. 1984 und 4. März 1994 betreffend die Vereinigungen ohne Gewinnzweck, sowie Organisationen von öffentlichem Interesse, gegründet.

**Vereinszweck.** Der Verein hat den Zweck, Projekte (z. Bsp. Backbuch Gladdermailchen, Dekorationen, Kuchen, usw.) zu entwickeln, umzusetzen und deren Erlöse für Personen mit speziellen Bedürfnissen zu spenden.

**Erläuterungen.** Die Projekte sollen jeweils unabhängig von einander abgerechnet werden.

Pro Projekt muss eine Rücklage, zur Vorfinanzierung des nächsten Projektes, in Höhe von 100.-€ gemacht werden, ohne dass jedoch der Kassenstand unter 250.-€, respektiv über 500.-€ sein kann.

Der Verein ist selbstlos tätig, er verfolgt keine eigenwirtschaftliche Zwecke. Mittel des Vereins dürfen nur für die satzungsmäßigen Zwecke verwendet werden. Die Mitglieder erhalten keine Zuwendung aus Mitteln des Vereins. Es darf keine Person durch Ausgaben, die dem Zweck des Vereins fremd sind, oder durch unverhältnismäßig hohe Vergütungen begünstigt werden.

Unser Ziel ist es:

- Motorik fördern
- Bedürfnisse des alltäglichen Lebens erlernen
- Kommunizieren lernen auch in schwierigen Situationen
- Freizeitaktivitäten
- Integration
- mit Hilfe des angebotenen Materials selbstständig Sachen fertig stellen.

**Name und Sitz des Vereins / Geschäftsjahr.** Der Verein führt den Namen „Glücksstär a.s.b.l.“ und hat seinen Sitz in Schiffingen. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

**Mitgliedschaft.** Mitglied resp. Ehrenmitglied kann jeder Freund und Förderer der Behinderten, jeder Behinderter und jede Person, die den Fördergedanken unterstützen will, werden.

Die Mindestmitgliederzahl beträgt 3 Personen.

**Rechte und Pflichten der Mitglieder.** Jedes Mitglied ist bei der Jahreshauptversammlung stimmberechtigt.

Alle Mitglieder haben das Recht, dem Vorstand und der Mitgliederversammlung Anträge zu unterbreiten. Sie sind berechtigt, an allen Entwicklungen des Vereins mitzuwirken. Die Mitglieder sind verpflichtet, die Ziele des Vereins nach besten Kräften zu fördern, und zu unterstützen.

**Beginn und Ende der Mitgliedschaft.** Der Vorstand kann, über neue Mitgliedschaften entscheiden. Die Mitgliedschaft endet durch Austritt bzw. Ausschluss. Der Austritt kann gegenüber dem Vorstand begründet werden und kann nur zum Jahresende erfolgen.

Mit Beendigung der Mitgliedschaft erlöschen alle Ansprüche aus dem Mitgliedschaftsverhältnis, unbeschadet des Anspruches des Vereins auf rückständige Beitragsforderungen und andere geschuldete Beträge. Eine Rückgewähr von Beiträgen oder Spenden ist ausgeschlossen.

**Beiträge.** Der Jahresbeitrag für aktive Mitglieder wird von der alljährlichen Generalversammlung festgelegt und kann den Betrag von 20 € nicht übersteigen. Er ist auch dann voll zu zahlen, wenn ein Mitglied während dieser Zeit austritt, ausgeschlossen wird oder erst während des Jahres eintritt. Der Vorstand hat das Recht, ausnahmsweise bei Bedürftigkeit den Beitrag zu halbieren oder ganz zu erlassen.

Zuwendungen von Fördermitgliedern und ehrenamtlichen Mitarbeitern (-innen) werden in unbegrenzter Höhe angenommen. Über deren Verwendung wird der Generalversammlung Rechenschaft abgelegt.

Die jeweiligen Ausgaben der Vereinigung werden alljährlich neu definiert. Die Mitglieder werden diesbezüglich in der Generalversammlung informiert.

Die Gelder die benötigt werden um Anfangs den Verein funktionieren zu lassen werden leihweise von den Gründungsmitgliedern zur Verfügung gestellt und müssen bestmöglichst rückerstattet werden. Der Stand dieser Anleihen ist in dem jährlichen Finanzbericht der Generalversammlung zu unterbreiten.

Ein eventueller Überschuss aus einem abgeschlossenem Projekt muss, unter Berücksichtigung der Bestimmung betreffend die Aufgaben des Kassierers, als Spende einer in Luxemburg sesshaften gemeinnützigen Einrichtung, welche ausschließlich als Zweck die Förderung der Personen mit speziellen Bedürfnissen hat, zugeteilt werden

**Organe des Vereins.** Die Organe des Vereins sind:

- Der Vorstand
- die Mitgliederversammlung.

Der Vorstand oder die Mitgliederversammlung können für gewisse Geschäfte besondere Vertreter bestellen.

**Der Vorstand.** Der Vorstand besteht aus:

Mindestens 3 Personen, es sind dies:

- der Präsident
- der Kassierer
- der Sekretär

und maximal 6 Personen, es sind dies:

- der Präsident
- der Vize-Präsident
- der Kassierer
- der Sekretär und
- 1-2 Beisitzende

Der Verein wird gerichtlich und außergerichtlich von je zwei Vorstandsmitgliedern gemeinsam vertreten, wobei einer der Präsident oder sein Stellvertreter sein muss.

- Der Vorstand führt die laufenden Geschäfte des Vereins.
- Der Vorstand gibt sich eine Geschäftsordnung.
- Er kann die Führung laufender Geschäfte delegieren.

Ihm obliegen die Verwaltung des Vereinsvermögens und die Ausführung der Vereinsbeschlüsse.

Zum Abschluss von Rechtsgeschäften sind der Präsident oder der Vizepräsident, zusammen mit einem Vorstandsmitglied, berechtigt.

Der Kassierer verwaltet die Vereinskasse und führt Buch über die Einnahmen und Ausgaben.

Zahlungsanweisungen bedürfen der Unterschrift des Präsidenten oder seines Stellvertreters, jeweils in Verbindung mit einem weiteren Vorstandsmitglied oder eines vom Vorstand Beauftragten.

Die Mitglieder des Vorstandes werden von der Mitgliederversammlung gewählt. Ein Mandat dauert 4 Jahre.

Der Vorstand wird alle 2 Jahre zur Hälfte erneuert. Die Mandate des Präsidenten, des Kassierers und ein Beisitzender werden zusammen zur Wahl gestellt. Die Mandate des stellvertretenden Vorsitzenden, des Schriftführers und des anderen

Beisitzenden werden zusammen zur Wahl gestellt. Den Anfang macht die 2te Gruppe. Die Wiederwahl des Vorstandes ist möglich.

Der Vorstand fasst seine Beschlüsse in Vorstandssitzungen die vom Präsidenten und bei dessen Verhinderung vom stellvertretenden Vorsitzenden berufen werden. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Vorstandsmitglieder anwesend sind. Bei Beschlussunfähigkeit muss der 1. bzw. stellv. Vorsitzende binnen einer Woche eine zweite Sitzung mit derselben Tagesordnung einberufen. Diese ist ohne Rücksicht auf die Zahl der erschienenen Vorstandsmitglieder beschlussfähig. In der Einladung zu der zweiten Versammlung ist auf diese besondere Beschlussfähigkeit hinzuweisen. Der Vorstand fasst die Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit der Erschienenen. Bei Stimmengleichheit wird der Tagesordnungspunkt bis zur nächsten Sitzung vertagt. Sollte sich hier wiederum Stimmengleichheit ergeben, entscheidet die Stimme des Präsidenten. Bei Ausscheiden eines Vorstandsmitgliedes haben die übrigen Vorstandsmitglieder das Recht, einen Ersatzmann bis zur nächsten Mitgliederversammlung zu bestellen.

2 Kassenrevisoren werden für jeweils 2 Jahre gewählt.

**Die Generalversammlung.** Die Generalversammlung muss einmal jährlich einberufen werden und das wenn möglich bis spätestens Ende Januar. Die Einberufung der Mitgliederversammlung muss schriftlich unter Angabe der Tagesordnung durch den Vorsitzenden oder seinen Vertreter mit einer Einladungsfrist von mindestens 7 Tagen erfolgen. Die Mitgliederversammlung ist, ohne Rücksicht auf die Zahl der Erschienenen, beschlussfähig, wenn nicht die Ordnungsmäßigkeit der Einladung beanstandet wird. Der Vorstand kann auch jederzeit eine außerordentliche Generalversammlung einberufen. Hierzu ist er verpflichtet, wenn der 10. Teil der stimmberechtigten Mitglieder dies unter Angabe des Zweckes und der Gründe schriftlich verlangt. In diesem Fall sind die Mitglieder unter Bekanntgabe der Tagesordnung und Einhaltung einer Frist von mindestens 7 Tagen einzuladen.

**Aufgaben der Generalversammlung.** Die Mitgliederversammlung hat insbesondere folgende Aufgaben:

- Die Wahl des Vorstandes bei Ende der Amtszeit.
- Der Vorstand darf nicht aus Mitarbeiterinnen die für den Verein hauptamtlich arbeiten zusammengesetzt werden um Interessenskonflikte zu vermeiden oder auszuschließen.
- Die Kassenprüfung wird durch eine unabhängige Person vorgenommen.
- Die Entgegennahme des Jahres- und Kassenberichts des Vorstandes, des Prüfungsberichts und Erteilung der Entlastung.
- Die Beschlussfassung über Satzungsänderungen und alle sonstigen ihr vom Vorstand unterbreiteten Aufgaben.
- Die Beschlussfassung über den Vereinshaushalt.
- Die Beschlussfassung über die Auflösung des Vereins.

**Beschlussfassung der Generalversammlung.** Den Vorsitz in der Mitgliederversammlung führt der Präsident, bei seiner Verhinderung der stellvertretende Vorsitzende und bei Verhinderung beider ein vom 1. Vorsitzenden bestimmter Stellvertreter. Die Mitgliederversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Eine Vertretung in der Stimmabgabe ist unter Vorlage einer schriftlichen Ermächtigung hierzu möglich. Dem erscheinenden Mitglied darf jedoch nur jeweils eine Stimme übertragen werden. Die Beschlussfassung erfolgt durch offene Abstimmung. Die Wahl der Vorstandsmitglieder sowie der Kassenprüfer erfolgt geheim, wenn ein Mitglied darauf anträgt, sonst durch offene Abstimmung. Bei der Wahl der Vorstandsmitglieder ist bei Stimmengleichheit ein zweiter Wahlgang erforderlich. Ergibt der zweite Wahlgang abermals Stimmengleichheit, so entscheidet das Los.

**Beurkundung von Beschlüssen / Niederschriften.** Die Beschlüsse des Vorstandes und der Mitgliederversammlung sind schriftlich abzufassen und vom jeweiligen Leiter der Sitzung und dem Schriftführer zu unterzeichnen. Über jede Mitgliederversammlung wird eine Niederschrift aufgenommen.

**Statutenänderung.** Eine Änderung der Statuten kann nur durch die Generalversammlung mit 2/3-Mehrheit beschlossen werden. Bei der Einberufung ist die Angabe des oder der zu ändernden Paragraphen in der Tagesordnung bekannt zu geben.

**Vereinsauflösung.** Die Auflösung des Vereins erfolgt durch Beschluss der Generalversammlung, wobei zwei Drittel der erschienenen stimmberechtigten Mitglieder für die Auflösung stimmen müssen. Die Mitgliederversammlung ernennt zur Abwicklung der Geschäfte drei Liquidatoren. Bei Auflösung des Vereins oder bei Wegfall seines bisherigen Zwecks fällt das Vermögen des Vereins an eine in Luxemburg sesshafte gemeinnützige Einrichtung, welche als ausschließlicher Zweck die Förderung der Personen mit speziellen Bedürfnissen hat.

Schifflingen, den 21. Januar 2015.

Référence de publication: 2015015819/140.

(150018525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Fidelity International Real Estate Fund Company 22, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.617.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015773/10.

(150018690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Fidelity International Real Estate Fund Company 26, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.641.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015777/10.

(150018381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Association Des Cheminots de Luxembourg Cooperative Professionnelle à Luxembourg, Société Coopérative.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 63, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 188.594.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 novembre 2014*

L'an deux mille quatorze, le 21 novembre 2014 à 17.00 heures,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société la Coopérative des Cheminots Luxembourg, une société coopérative régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 63, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) inscrite au RCS sous le numéro B. 188.594.

L'assemblée générale devait statuer sur la fusion par absorption de la société Fédération Nationale Des Cheminots Et Des Travailleurs Du Transport Luxembourgeois, société coopérative (ci-après «la FEDERATION») une société coopérative régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 63, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg, inscrite au RCS sous le numéro B-5509, par la société ASSOCIATION DES CHEMINOTS DE LUXEMBOURG COOPERATIVE PROFESSIONNELLE A LUXEMBOURG, en abrégé COOPERATIVE DES CHEMINOTS LUXEMBOURG (ci-après «COOPERATIVE»)

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»), le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte sous seing privé en date du 9 septembre 2014.

L'assemblée générale décide de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission de parts sociales nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 31 octobre 2014.

L'assemblée générale reconnaît que la fusion a été définitivement réalisée étant donné que la décision concordante approuvant la fusion a été prise par l'associée unique de la Société Absorbée. La collectivité des associés reconnaît de surcroît que la fusion est effective d'un point de vue comptable au 30 octobre 2014.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante sera le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

Vis-vis des tiers, la Fusion n'aura d'effet qu'après la publication des procès-verbaux des assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.



### Deuxième résolution

La COOPERATIVE aura la propriété et la jouissance de tous les biens apportés et elle supportera tout le passif ainsi que les frais, charges et impôts à résulter de la fusion.

Pour la consistance des biens les déclarants se réfèrent au bilan de la FEDERATION tout en précisant que l'apport porte sur l'ensemble de la situation active et passive de la FEDERATION rien excepté ni réservé, qui est transférée à la COOPERATIVE par voie d'apport, y compris tous droits patrimoniaux réels ou personnels généralement quelconques existant au profit ou à la charge de la FEDERATION.

La COOPERATIVE prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, sans que de part et d'autre un recours puisse être exercé pour défaut ou excédent de la contenance indiquée de l'immeuble, la différence excédât-elle un vingtième.

La COOPERATIVE souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les immeubles apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls.

Elle acquittera tous impôts et charges grevant les biens apportés.

Les créances et droits dépendant du patrimoine de la FEDERATION sont transférés à la COOPERATIVE avec les garanties réelles et personnelles y attachées.

La COOPERATIVE sera, en conséquence, subrogée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations résultant de tous traités, marchés, conventions, locations et sous-locations valablement conclus par la FEDERATION.

L'assemblée décide d'accepter l'apport de fusion dans la consistance indiquée et sous les conditions et modalités précisées ci-dessus.

### Troisième résolution

L'assemblée décide de reprendre les biens mobiliers et immobiliers de la FEDERATION à leur valeur comptable.

L'assemblée générale décide de déléguer tous pouvoirs au conseil d'administration de la COOPERATIVE pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs, tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015015546/64.

(150018621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

### Hance Law Avocats S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 193.961.

### STATUTS

L'an deux mille quinze, le huit janvier.

Par-devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

#### A COMPARU:

Maître Olivier HANCE, Avocat aux Barreaux de Bruxelles, Luxembourg et Paris, ayant son adresse professionnelle au 17, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être soumise en même temps aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### «I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est «Hance Law Avocats S.à r.l.» (La Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), par la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, modifiée dernièrement par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale (la Loi sur la Profession d'Avocat), ainsi que par les présents statuts (les Statuts). La dénomination de la société sera toujours suivie de la mention «Avocats au Barreau de Luxembourg» ou «Avocats à la Cour au Barreau de Luxembourg» selon ce qu'il échet.

**Art. 2. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

**Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est l'exercice de la profession d'avocat, en conformité avec la Loi sur la Profession d'Avocat et les dispositions réglementaires et déontologiques applicables.

3.2. Dans la mesure où ces activités ne contreviennent pas à l'article 3.1. des présentes, la Société peut contracter des emprunts, prêter des fonds, consentir des garanties et sûretés, et, de manière générale, effectuer toutes opérations nécessaires ou utiles à l'exercice de son activité ainsi qu'à la fructification de son patrimoine, en ce compris prendre des participations à titre d'investissement dans d'autres sociétés, et effectuer toutes transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

**Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un (1) ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une (1) ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

**Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales ne pourront être détenues par ou cédées qu'exclusivement à une personne remplissant les conditions pour être associé dans une personne morale exerçant la profession d'avocat au Grand-Duché de Luxembourg, conformément à la Loi sur la Profession d'Avocat. A défaut, il sera procédé soit à la mise en liquidation de la société, soit au changement de son objet social et à son omission du tableau de l'Ordre des avocats auprès du barreau de Luxembourg.

6.3. Toute cession de parts sociales sera en outre soumise aux dispositions de la Loi et de l'article 1690 du Code Civil.

6.4. En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé ou, le cas échéant, le conjoint survivant, sous réserve de leur agrément par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales appartenant aux survivants.

Les héritiers, ayants droit ou le conjoint survivant ne remplissant pas les conditions pour exercer la profession d'avocat au sein de la Société devront céder leurs parts aux associés survivants, conformément aux dispositions du présent article 6. A défaut, la Société peut, nonobstant leur opposition, décider de les racheter à la valeur nette comptable conformément à l'article 189 de la Loi.

En cas de perte par un associé de la qualité de professionnel en exercice, la Société continuera entre les autres associés, et l'associé ayant perdu la qualité de professionnel en exercice sera tenu de céder ses parts soit aux autres associés, soit encore à un ou plusieurs autres cessionnaires remplissant les conditions pour être associés tels qu'énoncés à l'article 6.2. A défaut, la Société peut, soit décider de racheter les parts de l'associé concerné à la valeur nette comptable conformément à l'article 189 de la Loi, soit il sera procédé à la mise en liquidation de la Société, soit encore au changement de son objet social et à son omission du tableau de l'Ordre des avocats auprès de barreau de Luxembourg.

Tous les droits rattachés aux parts sociales de l'associé décédé ou ayant perdu la qualité de professionnel en exercice seront suspendus d'office à dater de la date du décès ou de la perte de la qualité de professionnel en exercice, jusqu'à régularisation conformément aux dispositions légales et statutaires.

6.5. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.6. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

## III. Gestion - Représentation

**Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres (le Conseil) nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants doivent obligatoirement être associés. En cas d'associé unique, un seul gérant sera nommé.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

7.3. Les gérants désigneront l'un d'entre eux en tant que «Managing Partner», investi des pouvoirs de gestion journalière de la Société. En cas d'associé unique, le gérant en question sera le Managing Partner et portera ce titre.

#### **Art. 8. Conseil de gérance.**

##### **8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3 des présentes.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à un (1) ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg

Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(ii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iii) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(iv) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(v) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vi) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

##### **8.3 Représentation**

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants, et, en ce qui concerne les actes de gestion journalière et ceux dont la valeur ne dépasse pas cent cinquante mille euros (EUR 150.000), par la signature individuelle du Managing Partner. En cas d'associé unique, le gérant unique et Managing Partner peut engager la société sans limite.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## **IV. Associé(s)**

#### **Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.**

##### **10.1 Pouvoirs et droits de vote**

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre d'associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

##### **10.2. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.**

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

## **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

### **Art. 11. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

11.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

11.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

11.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

11.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

11.5. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année le troisième mardi de juin à 15h00 au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

### **Art. 12. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.**

12.1. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

12.2. Les opérations de la Société seront supervisées par un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

12.3. Les associés nommeront le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises le cas échéant et détermineront leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises pourront être réélus.

### **Art. 13. Affectation des bénéfices.**

13.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

13.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

14.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un (1) ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

15.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un (1) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

### *Disposition Transitoire*

La premier exercice social débutera à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2015.

### *Souscription - Libération*

1. Maître Olivier Hance, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR).

La somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à approximativement mille trois cents Euros (1.300,- EUR).

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant unique et Managing Partner de la Société pour une durée indéterminée:

Maître Olivier HANCE, Avocat aux Barreaux de Bruxelles, Luxembourg et Paris, ayant son adresse professionnelle au 17, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite au représentant des parties comparantes, il l'a signé avec le notaire instrumentant.

### **Suit la version anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of January,

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED:

Dr. Olivier HANCE, Member of the Bars of Brussels, Luxembourg, and Paris, having his professional address at 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

### **"I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is «Hance Law Avocats S.à r.l.» (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), the amended law of August 10, 1991 on the profession of lawyer, last amended by the law of December 16, 2011 on the practice of the profession of lawyer in the form of a legal person (the Legal Profession Act), and these articles of incorporation (the Articles). The name of the company shall always be followed by the words "Attorneys-at-law at the Luxembourg Bar".

**Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles as set out in article 10.2 (vii) hereof.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The object of the Company is the practice of the profession of lawyer, in accordance with the Legal Profession Act and all applicable regulatory and ethical provisions.

3.2. To the extent that these activities do not violate article 3.1. hereof, the Company can borrow money, lend funds, grant guarantees and securities, and generally, carry out all operations necessary or useful in order to conduct its business activities and to increase its value, including the acquisition of participations as investment in other companies, and carry out all transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one (1) or several shareholders.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased one (1) or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles as set out in article 10.2 (vii) hereof.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. The shares may be held exclusively by or transferred to a person meeting the conditions in order to be a shareholder in a legal person practicing the profession of lawyer in the Grand Duchy of Luxembourg, in accordance with the Legal Profession Act. Failing this, the company will either be put into liquidation or its corporate object will be modified and the company will be omitted from the register of the Bar Association of the Luxembourg bar.

6.3. Any transfer of shares will be moreover subject to the provisions of the Law and to article 1690 of the Civil Code.

6.4. In the event of death of a shareholder, the Company will continue between the surviving shareholders and the heirs or successors of the deceased shareholder or, as the case may be, the surviving spouse, subject to their approval by the shareholders representing at least three quarters of the shares belonging to the survivors.

The heirs, successors or the surviving spouse who do not meet the conditions in order to practice the profession of lawyer within the Company will have to transfer their shares to the surviving shareholders, in accordance with the provisions of this article 6. In the absence of such transfer, the Company can, notwithstanding their objection, decide to redeem the shares at net book value in accordance with article 189 of the Law.

In the event of loss by a shareholder of the capacity of practitioner, the Company will continue between the other shareholders, and the shareholder having lost the capacity of practitioner will be required to transfer his shares either to the other shareholders, or otherwise to one or more other transferees meeting the conditions in order to be shareholders such as set out in article 6.2. In the absence of such transfer, the Company can, either decide to redeem the shares of the concerned shareholder at net book value in accordance with article 189 of the Law, or the Company will

be put into liquidation, or its corporate object will be modified and the company will be omitted from the register of the Bar Association of the Luxembourg bar.

All rights attached to the shares of the deceased shareholder or the shareholder having lost the capacity of practitioner will be suspended automatically as from the date of death or loss of the capacity of practitioner, until regularization in accordance with applicable legal and statutory provisions.

6.5. A register of shareholders is kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.6. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of at least two members (the Board) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers must be shareholders. In the event of sole shareholder, a sole manager shall be appointed.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

7.3. The managers shall appoint one of them as the "Managing Partner", entrusted with the daily management of the Company.. In the event of sole shareholder, the sole manager shall serve as Managing Partner and shall bear this title.

#### Art. 8. Board of managers.

##### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one (1) or more agents by a resolution of the Board.

##### 8.2 Procedure

(i) The Board meets upon the request of at least one (1) manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board is given to all the managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(ii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iii) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(iv) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(v) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by one of these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vi) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

##### 8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of two managers and, as regards acts of daily management and those the value of which is not in excess of one-hundred and fifty thousand Euros (EUR 150.000), by the sole signature of the Managing Partner. In the event of sole shareholder, the Company is bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager and Managing Partner for any act whatsoever and without any regard to the value, the Sole Manager and Managing Partner being thus able to commit the Company for an unlimited amount.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

**Art. 9. Liability of the managers.** The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholder(s)

##### **Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular Resolutions.**

###### 10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the specific text of the resolution(s) to be adopted shall be sent to each shareholder, and each shareholder shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

###### 10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one- half (1/2) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one- half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles can be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

##### **Art. 11. Financial year and Approval of annual accounts.**

11.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

11.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

11.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

11.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

11.5. When there are more than twenty-five (25) shareholders in the Company, the annual General Meeting will be held each year on the third Tuesday of June at 3.00 p.m. at the registered office of the Company, and if this day is not a business day for banks in Luxembourg (a Business Day), on the following Business Day at the same time and place.

##### **Art. 12. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.**

12.1. When there are more than twenty-five (25) shareholders in the Company, the operations of the Company are supervised by one (1) or several commissaire(s) aux comptes, whether or not shareholders.

12.2. The operations of the Company are supervised by one (1) or more réviseurs d'entreprises, when so required by law.

12.3. The shareholders will appoint the commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises, if any, and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises may be reelected.

##### **Art. 13. Allocation of profits.**

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.



13.2. The shareholders shall determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time."

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

### *Subscription - Payment*

Dr. Olivier Hance, ESQ., Member of the Bars of Brussels, Luxembourg, and Paris, having his professional address at 17 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of twelve thousand five hundreds euro (EUR 12,500.-);

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed share capital of the Company, passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager and Managing Partner of the Company for an indefinite period of time:

Dr. Olivier HANCE, Member of the Bars of Brussels, Luxembourg, and Paris, having his professional address at 17, Boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

2. The registered office of the Company is set at 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French followed by an English version and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The present deed having been read to the representative of the appearing party, he signed it together with the undersigned notary.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 janvier 2015. Relation GAC/2015/429. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015015055/478.

(150017433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

**Kerafin Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 89.253.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of KERAFIN GROUP S.A., a public limited liability company (société anonyme) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 89.253 (the Company). The Company has been incorporated on October 3, 2002 pursuant to a deed of Me Alphonse Lentz, notary then residing in Remich, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1624 dated November 13<sup>th</sup>, 2002. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary, dated July 27<sup>th</sup>, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1308 dated December 1<sup>st</sup>, 2005.

The Meeting is chaired by Mrs Sonja BEMTGEN, with professional address at Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elects as scrutineer of the Meeting Mrs Sonja BEMTGEN, prenamed (the Scrutineer).

(The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. The Shareholders represented and the number of shares they hold are shown on an attendance list. Such list and proxy, signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes.

II. As appears from the attendance list, the eight thousand four hundred and six (8.406) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

*Agenda*

- 1) Resolution to put into liquidation KERAFIN GROUP S.A.;
- 2) Appointment of the liquidator and determination of its powers;
- 3) Miscellaneous.

IV. The Shareholders have taken the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders decide to dissolve the Company and to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

### *Second resolution*

The Meeting appoints as liquidator “QANZAS MANAGEMENT INC.”, a limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Republic of Panama, having its registered office in N°8 Aquilino de la Guardia Street, City of Panama, Republic of Panama, registered with the Registro Publico de Panama under number 801880 (the “Liquidator”).

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the co-ordinated law on commercial companies of August 10<sup>th</sup>, 1915 (the “Law”). The Liquidator can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholders’ meeting in the cases where it is required.

The Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Shareholders, which interim dividend may be affected by way of endorsement of any promissory note(s) in the possession of the Company to the Shareholders.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

The Liquidator can, under its own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of its powers which will be defined and for the duration fixed by itself.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

The Meeting further instructs the Liquidator to assign the participations held by the company and any loans and advances made to them to the Shareholders in prorate to their holdings. In compensation the Shareholders will pay the Company any sums necessary to repay third party creditors and waive, if necessary, any Shareholders’ loans made available to the Company.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its liquidation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in the case of any discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, and in faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal on the present deed, in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L’an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire de KERAFIN GROUP S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.253 (la Société). La Société a été constituée le 3 octobre 2002, suivant un acte de Maître Alphonse Lentz, notaire alors de résidence à Remich, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1624 du 13 novembre 2002. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 27 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1308 du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

L’Assemblée est présidée par Madame Sonja BEMTGEN, dont l’adresse professionnelle se trouve à Luxembourg (le Président),

Madame le Président nomme comme secrétaire de l’Assemblée Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, dont l’adresse professionnelle se trouve à Luxembourg (le Secrétaire),

L’Assemblée élit comme scrutatrice de l’Assemblée Madame Sonja BEMTGEN, prénommée (le Scrutateur).

(Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement appelés le Bureau).

Le Bureau ayant ainsi été constitué, Madame le Président déclare que:

I. Les Actionnaires représentés ainsi que le nombre des actions qu’ils détiennent apparaissent sur une liste de présence. Ladite liste de présence et les procurations, signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, sont attachées aux présentes minutes.

II. Ainsi qu'il ressort de la liste de présence, les huit mille quatre cent et six actions (8.406) actions, ayant une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée de telle sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour desquels les participants ont été préalablement informés.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

*Ordre du jour*

- 1) Décision de mettre KERAFIN GROUP S.A. en liquidation;
- 2) Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
- 3) Divers.

IV. Les Actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide la dissolution de la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

*Deuxième résolution*

L'Assemblée désigne comme liquidateur «QANZAS MANAGEMENT INC.», une société anonyme de droit panaméen, ayant son siège social au N°8 Calle Aquilino de la Guardia, City of Panama, Republic of Panama, inscrite au Registro Publico de Panama sous le numéro 801880 (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de ses actionnaires.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

L'assemblée donne instruction au Liquidateur d'assigner les participations détenues par la société et tout financement et avance faites à elles aux Actionnaires au prorata de leur participation. En compensation les Actionnaires paieront à la société tout montant nécessaire pour payer les créanciers tiers et renoncent, si nécessaire, aux avances actionnaires faites à la société.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mises à sa charge en raison des présentes est évalué à mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française.

A la demande des mêmes comparants, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données de tout ce qui précède au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. Bemtgen, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC/2014/60574. Reçu douze euros (12.- €).

*Le Receveur ff. (signé):* Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015124/141.

(150017829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

---

**Fidelity International Real Estate Fund Company 27, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 153.642.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015778/10.

(150018358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Fidelity International Real Estate Fund Company 29, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1021 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 172.033.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015015780/10.

(150019261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Zeeuw1 de Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 225.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 193.986.

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le cinq janvier.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

La société «Beheermaatschappij M. Zeeuw van der Laan B.V.» une société limitée de droit néerlandais, établie et ayant son siège social à Van Golsteinlaan 14, 7339GT Ugchelen, Pays-Bas, enregistrée à Apeldorm sous le numéro 008673494, représentée par Monsieur Martinus Cornelis Zeeuw van der Laan, né le 22 avril 1947 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant à Van Golsteinlaan 14, 7339 GT UGCHELEN, Pays-Bas,

Ici représentée par Madame Francine MONIOT, employée privée, demeurant professionnellement à 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée du 31 décembre 2014,

Laquelle procuration, signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

La durée de la société est indéterminée. Elle commence à compter du jour de sa constitution.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 3.** La société prend la dénomination de «Zeeuw1 de Luxembourg».

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000.-EUR) représenté par deux cent vingt-cinq (225) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1 000.-EUR) chacune.

**Art. 6.** Les parts sociales peuvent être cédées dans les formes et sous les conditions d'agrément prévues par la loi.

**Art. 7.** La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

**Art. 8.** Les créanciers personnels, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 9.** La société est administrée par un (le gérant unique) ou plusieurs gérants (le conseil de gérance), nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés, le(s)quel(s) fixe(ent) la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont révocables ad nutum.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la seule signature d'un des membres du conseil de gérance.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

**Art. 10.** L'associée unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associée unique prises dans le domaine visé à l'alinéa 1 sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associée unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

**Art. 11.** Le ou les gérants ne contracte (ent), en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 14.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par l'associé unique ou, selon le cas par l'assemblée des associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

**Art. 15.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 16.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les dispositions légales de la loi du 10 août 1915, s'appliquent, ainsi que la loi du 18 septembre 1933 telles que modifiées.

#### *Souscription et libération*

Toutes les deux cent vingt-cinq (225) parts sociales ont été entièrement souscrites par la société Beheermaatschappij M. Zeeuw van der Laan B.V., prénommée.

Le souscripteur a entièrement libéré ses parts par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000.-EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le 31 décembre 2015.

*Evaluation - Frais*

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à deux mille Euros (EUR 2.000.-).

*Résolutions prises par l'associée unique:*

- 1) L'adresse de la société est fixée à L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
- 2) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

La société «Beheermaatschappij M. Zeeuw van der Laan B.V.». établie et ayant son siège social à Van Golsteinlaan,14, 7339GT Ugchelen, Pays-Bas, enregistrée à Apeldorm sous le numéro 008673494.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, représentée comme dit ci-avant, a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. Moniot et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1017. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015435/109.

(150018071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

**Echternach Classic A.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-6440 Echternach, 49, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg F 10.265.

—  
STATUTS

Entre les soussignés:

- Wolfgang Koepp 9,rue Neuve L-6467 Echternach, journaliste (D) né le 18.08.1955 à Aix en Chapelle
- Vic Diedling 13. Rue des vergers L-6488 Echternach, administrateur (L) né le 21.01.1947 à Echternachj
- Werner Bares Talstrasse 99 D-54666 Irrel, industriel (D) né le 03.01.1954 à Irrel
- Alain Knepper 49, rue de la gare L-6440 Echternach, hôtelier (L) né le 15.07.1967 à Echternach
- Alex Willems 38, place du marché L-6460 Echternach, restaurateur (L) né le 11.12.1972 à Ettelbrück
- André Arnold 30, rue Krunn L-6453 Echternach, retraité (L) né le 21.01.1950 Echternach
- Georges Weber,20, neie Wée L-6833 Biver, huissier de justice (L) né le 07.09.1977 à Luxembourg
- Hanno Blatzheim Hauptstrasse 46 D-54634 Bitburg, Rechtsanwalt (D) né le 03.12.1960 à Bitburg

Et tous ceux qui deviendront membres par la suite,est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 telle quelle a été modifiée,et par les présents statuts.

**Titre 1<sup>er</sup> . Dénomination, Objet, Siège, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** L'association porte la dénomination de: ECHTERNACH CLASSIC A.s.b.l.

**Art. 2.** L'association a pour objet l'organisation d'événements autour de voitures et motos anciennes et d'autres manifestations culturelles

**Art. 3.** L'association a son siège social au Luxembourg Hôtel de la Sûre 49, rue de la gare L-6440 Echternach

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au GD de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

**Art. 4.** La durée de l'association est indéterminée.

## Titre 2. Exercice social

**Art. 5.** L'exercice social coïncide avec l'année civile"

## Titre 3. Membres

**Art. 6.** Peut devenir membre effectif de l'association ECHTERNACH CLASSIS Asbl

Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

**Art. 7.** Le nombre minimum des membres associés est de trois.

**Art. 8.** Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée, par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 60 jours à partir de l'envoi de la mise en demeure.

**Art. 9.** Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

En cas d'infraction grave aux présents statuts

En cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

## Titre 4. Assemblée Générale

**Art. 10.** L'assemblée a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée 1 mois à l'avance par lettre circulaire ou mail électronique à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résultats de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

**Art. 11.** Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

## Titre 5. Administration

**Art. 12.** L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 5 membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de 2 ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

**Art. 13.** Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

**Art. 14.** La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

**Art. 15.** Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

## Titre 6. Contributions et Cotisations

**Art. 16.** Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

**Art. 17.** La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.



## **Titre 7. Mode d'établissement des comptes**

**Art. 18.** Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

## **Titre 8. Modification des statuts**

**Art. 19.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

**Art. 20.** Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

## **Titre 9. Dissolution et liquidation**

**Art. 21.** La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

**Art. 22.** En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

## **Titre 10. Dispositions finales**

**Art. 23.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2015015733/93.

(150018582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

### **Delta.Line.Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.023.

### — STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt janvier.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société DELTA LINE S.P.A., ci-après «la Société», constituée sous le droit italien le 26 novembre 1998 et immatriculée auprès du Registre de Commerce italien sous le numéro 12630700156 – R.E.A.: MI-1572200, ayant son siège social au 4, Via dei Cappuccini, I-20122 Milan (MI), au capital social de EUR 490.000 (quatre cent quatre-vingt-dix mille euros).

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Umberto CERASI, licencié en droit, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, licenciée en lettres modernes, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Umberto CERASI, prénommé.

Le bureau de l'assemblée étant dûment constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour est le suivant:

1. Confirmation et ratification de la résolution prise en Italie de transférer le siège social statutaire, de direction effective et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, et adoption de la nationalité luxembourgeoise, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau.

2. Approbation d'une situation financière.

3. Adoption de la forme d'une société anonyme et fixation du montant du capital social et du nombre d'actions.

4. Adoption à Luxembourg de la dénomination "Delta.Line.Lux S.A." et de l'objet social d'une soparfi, tels que mentionnés dans le projet de statuts reçu par les actionnaires.

5. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation luxembourgeoise.

6. Décharge à accorder aux anciens administrateurs et au «collegio sindacale» pour l'exécution de leur mandat respectif.

7. Nomination de six nouveaux administrateurs et d'un commissaire aux comptes et fixation de la durée de leur mandat.

8. Confirmation de l'établissement du siège social de la Société à Luxembourg à l'adresse suivante: 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

II. Le nom des actionnaires, le nombre d'actions qu'ils détiennent et le nom des mandataires des actionnaires représentés sont renseignés sur une liste de présence, qui, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront également annexée au présent acte.

III. Il appert de la liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée, laquelle est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur tous les points de l'ordre du jour.

IV. Les documents suivants ont été soumis à l'Assemblée Générale:

- une copie de la résolution prise en Italie de transférer le siège à Luxembourg;
- un bilan de la Société avant le transfert du siège social;
- un rapport émis par un réviseur d'entreprises agréé.

Sur ce, l'Assemblée Générale, après avoir examiné les documents qui lui ont été soumis, aborde l'ordre du jour et après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de confirmer et de ratifier la résolution prise en Italie de transférer le siège social statutaire, de direction effective et de l'administration centrale de la Société du 4, Via dei Cappuccini, 20122 Milano (MI), Italie, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et d'adopter la nationalité luxembourgeoise, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau.

La Société sera dès aujourd'hui et dorénavant régie par le droit luxembourgeois, à l'exclusion de tout autre.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée prend acte de et approuve la description et la substance des actifs et passifs de la Société tels qu'ils résultent du bilan de la Société daté du 31 octobre 2014.

L'Assemblée décide que ce bilan correspond dans son intégralité au bilan d'arrivée au Luxembourg de la Société.

Ledit bilan, après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide que la Société existera à Luxembourg sous la forme d'une société anonyme et décide de fixer le capital social de la Société luxembourgeoise à EUR 490.000 (quatre cent quatre-vingt-dix mille euros) représenté par 490.000 (quatre cent quatre-vingt-dix mille) actions de EUR 1 (un euro) chacune, entièrement souscrites et libérées par les actionnaires actuels.

#### *Rapport du réviseur d'entreprises agréé*

L'Assemblée prend acte de et approuve le rapport établi par Artemis Audit & Advisory, Réviseur d'Entreprises Agréé, ayant son siège social au 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B166716, qui conclut comme suit:

«Sur la base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des actifs et passifs de la société DELTA LINE S.P.A. au 31.10.2014 ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominal des 490.000 actions, d'une valeur nominale de EUR 1 chacune et libérées à hauteur de 100%, soit à EUR 490.000.»

Ce rapport, après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis aux formalités d'enregistrement.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de donner comme dénomination de la Société à Luxembourg: Delta.Line.Lux S.A., et d'adopter l'objet social suivant:

«La société a comme objet toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à l'acquisition de participations sous quelque forme que ce soit et au sein de toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement desdites participations.

En particulier, elle pourra utiliser ses propres fonds pour la création, la gestion, le développement, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille comprenant des titres et des brevets de toute origine, participer à la constitution, au développement et au contrôle de toute entreprise, ainsi qu'acquérir, au moyen d'un apport, d'une souscription, d'une souscription ferme ou d'une option d'achat, et de quelque autre façon que ce soit, des titres et des brevets de tout type, les réaliser à travers la vente, la cession, l'échange ou différemment, procéder à la mise en valeur de ces opérations et de ces brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, concéder à des sociétés du groupe ou à tout actionnaire: des concours, des prêts, des acomptes ou des garanties.

La société mettra en oeuvre toutes les mesures utiles pour protéger ses droits et elle effectuera, en général, toute opération liée directement ou indirectement à son objet social ou dont cet objet social pourrait bénéficier.»

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts, en conformité avec la loi luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

#### **«Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Une société anonyme se constitue sous la dénomination Delta.Line.Lux S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est fixé à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra créer des filiales, des succursales, des bureaux de liaison ou des sièges administratifs tant au Grand Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, si le siège de la société est fixé par contrat auprès de tiers, ledit siège pourra être transféré, par simple décision du Conseil d'Administration, dans tous les autres lieux de la Commune où se situe le siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand Duché du Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale.

**Art. 3.** La durée de la société est fixée jusqu'au 31 décembre 2050.

**Art. 4.** La société a comme objet toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à l'acquisition de participations sous quelque forme que ce soit et au sein de toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement desdites participations.

En particulier, elle pourra utiliser ses propres fonds pour la création, la gestion, le développement, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille comprenant des titres et des brevets de toute origine, participer à la constitution, au développement et au contrôle de toute entreprise, ainsi qu'acquérir, au moyen d'un apport, d'une souscription, d'une souscription ferme ou d'une option d'achat, et de quelque autre façon que ce soit, des titres et des brevets de tout type, les réaliser à travers la vente, la cession, l'échange ou différemment, procéder à la mise en valeur de ces opérations et de ces brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, concéder à des sociétés du groupe ou à tout actionnaire: des concours, des prêts, des acomptes ou des garanties.

La société mettra en oeuvre toutes les mesures utiles pour protéger ses droits et elle effectuera, en général, toute opération liée directement ou indirectement à son objet social ou dont cet objet social pourrait bénéficier.

**Art. 5.** Le capital souscrit par la société est fixé à EUR 490.000 (quatre cent quatre-vingt-dix mille euros) représenté par 490.000 (quatre cent quatre-vingt-dix mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Les actions sont nominatives.

La société peut, dans les limites et dans le respect des conditions fixées par la loi, acquérir ses propres actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous la forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit, et payables en toutes les devises, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, sera soumise aux dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes les autres conditions.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil comprenant au moins trois membres, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée ne pouvant dépasser six ans, et qui pourront toujours être révoqués par ladite assemblée.

En présence d'un mandat laissé vacant par un administrateur élu par l'assemblée générale, les autres administrateurs élus ont le droit d'y pourvoir à titre provisoire. Dans ce cas, l'assemblée générale procédera à la nomination définitive au cours de la première réunion qu'elle tiendra.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président. En cas d'empêchement de ce dernier, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace dans ses fonctions.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou sur demande formulée par deux administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne peut pas valablement délibérer si la majorité de ses membres n'est pas présente ou n'est pas représentée, le mandat entre les administrateurs étant admis, sans toutefois qu'un administrateur ne puisse représenter chaque fois plus d'un collègue.

Les administrateurs peuvent voter sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, vidéo ou téléconférence devant être tenue selon les modalités prévues par la loi.

Une décision adoptée par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira des effets de la même façon qu'une décision adoptée au cours d'une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toutes les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de parité, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents à la réunion. Les copies ou les extraits seront certifiés comme copies conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Au Conseil d'Administration sont conférés les plus amples pouvoirs afin qu'il puisse accomplir tous les actes d'administration et de disposition relevant de l'objet de la société. Tous les actes qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures ou par les Statuts sont du ressort du Conseil d'Administration.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer intégralement ou partiellement ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tiers, même non actionnaires.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée dans toutes les circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est contrôlée par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, actionnaires ou non, nommés par l'Assemblée Générale qui en fixe le nombre et la rémunération. Ces Commissaires sont toujours révocables.

La durée du mandat de Commissaire aux Comptes est fixée par l'Assemblée Générale. Toutefois, elle ne pourra pas dépasser six ans.

### Assemblée générale

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle dispose des plus amples pouvoirs pour prendre des décisions en relation avec les affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et dans les délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune où se situe le siège social, au lieu indiqué sur la convocation, le 15 (quinze) avril à 12h00 (douze heures).

Si la date de l'Assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le/les Commissaire/s aux Comptes. Elle doit être convoquée sur la base d'une demande écrite formulée par un nombre d'actionnaires représentant au moins 10% du capital social.

**Art. 17.** Chaque action confère le droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires, en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits s'y reportant tant qu'un seul propriétaire n'est pas désigné.

### Exercice social - Subdivision des bénéfices

**Art. 18.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévu par la loi.

Il délivre ce document avec un rapport sur la gestion de la société au moins un mois avant la date de l'assemblée ordinaire à/aux Commissaire/s aux Comptes.

**Art. 19.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé au moins 5% pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes dans le respect des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut délibérer que les résultats et les réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que celui-ci ne soit réduit.

## Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale délibérant conformément aux modalités prévues pour les modifications des Statuts.

Au moment de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui en déterminera les pouvoirs et la rémunération.

### Disposition générale

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.»

#### Dispositions transitoires

- 1) L'exercice social en cours finira le 31 décembre 2015.
- 2) La première Assemblée Générale Ordinaire au Grand-Duché de Luxembourg se tiendra en 2016.

#### Sixième résolution

L'Assemblée donne décharge pleine et entière aux anciens administrateurs et au «collegio sindacale» de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

#### Septième résolution

L'Assemblée décide de fixer le nombre des administrateurs à 6 (six) et celui du commissaire à 1 (un).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Madame Tiziana COLOMBO, diplômée en langues étrangères, née le 20 mai 1954 à Casale Monferrato (AL), Italie, demeurant au 19, Residenza Sagittario, I-20080 Basiglio (MI),

- Monsieur Massimo MALGORANI, ingénieur, né le 15 avril 1957 à Milan, Italie, demeurant au 19, Residenza Sagittario, I-20080 Basiglio (MI),

- Monsieur Paolo NEGRI, expert-comptable, né le 15 novembre 1965 à Milan, Italie, demeurant au 14 A, Via Deledda Grazia, I-20060 Bussero (MI),

- Monsieur Philippe MAQUELIN, économiste, né le 17 novembre 1951 à Moudon, Suisse, demeurant au 2, Chemin du Châble, CH-2023 Gorgier,

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forli), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: AUDIEX S.A., ayant son siège au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65469.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016.

#### Huitième résolution

L'Assemblée confirme l'établissement du siège social de la Société au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

#### Clôture de l'assemblée

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement sans nul préjudice à la somme de trois mille trois cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: U. CERASI, C. GRUNDHEBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 21 janvier 2015. 2LAC/2015/1473. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015678/241.

(150018919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Food Delivery Holding 16 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.968.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of January,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

**THERE APPEARED:**

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., a limited liability corporation (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its statutory seat in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under B 175738, having its business address at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

here represented by Julien De Mayer, legal counsel, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 8<sup>th</sup> January 2015.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Food Delivery Holding 16 S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## B. Share capital - Shares

### Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

## C. Decisions of the shareholders

### Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9. General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

### Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

#### **D. Management**

**Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.**

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.**

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

**Art. 15. Vacancy in the office of a manager.**

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 16. Convening meetings of the board of managers.**

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.



17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 19. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

## E. Audit and supervision

**Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 21. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.**

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

**Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

**G. Liquidation**

**Art. 24. Liquidation.**

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

**H. Final clause - Governing law**

**Art. 25. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

*Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

*Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

*Verification*

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on commercial companies have been fulfilled.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.

*Resolutions of the sole shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Ralf Wenzel, born in Berlin, Germany, on 8 August 1979, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunten Januar.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

#### **IST ERSCHIENEN:**

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 175738, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

hier vertreten durch Julien De Mayer, legal counsel, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 8. Januar 2015, ausgestellt in Berlin.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

### **A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Food Delivery Holding 16. S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an

ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

### **Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

## **C. Entscheidungen der Gesellschafter**

### **Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

**Art. 9. Gesellschafterversammlung.** Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer

Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

#### **Art. 10. Quorum und Abstimmung.**

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

**Art. 11. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 12. Änderung der Satzung.** Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

### **D. Geschäftsführung**

#### **Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.**

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

#### **Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

#### **Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

#### **Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

### **Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

### **Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.**

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/ denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

## E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

### Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

## F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

### Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und Andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

## G. Liquidation

### Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

## H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

### Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

### Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

### Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

### Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

### Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgeschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Ralf Wenzel, geboren am 8. August 1979 in Berlin, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Geschafters zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/880. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. Januar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015015008/587.

(150017696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.